

Schweizerisches Bundesblatt.

XXI. Jahrgang. II.

Nr. 27.

10. Juli 1869.

Jahresabonnement (portofrei in der ganzen Schweiz): 4 Franken.
Eindrucksgebühr pro Zeile 15 Rp. — Inserate sind frankirt an die Expedition einzusenden.
Druck und Expedition der Stämpfischen Buchdruckerei (G: Hünerwabel) in Bern.

Bundesrathsbeschluss

in

Sachen des Rekurses des Hrn. Marc François Christian
Rossset, von Chigny, betreffend Gerichtsstand in Ehesachen.

(Vom 4. November 1867.)

Der schweizerische Bundesrath

hat

in Sachen des Herrn Marc François Christian Rossset, von
Chigny, Kantons Waadt, und Consorten, betreffend Gerichtsstand in
Ehesachen.

Nach angehörtem Berichte des Justiz- und Polizeidepartements und
nach Einsicht der Akten, woraus sich ergeben:

1. Marc François Christian Rossset, Bürger der Gemeinde Chigny, Kantons Waadt, erzeugte mit seiner Nichte Julie Louise Kochat, Bürgerin von Groy, ebenfalls im Kanton Waadt, außerehelich einen Knaben, der am 26. April 1861 im Hause des erstern geboren und in die Civilstandsregister unter dem Namen Franz Samuel Kochat eingetragen wurde.

2. Am 17. Oktober 1862 ertheilte der Staatsrath des Kantons Genf dem Rekurrenten das Genfer Bürgerrecht und bald nachher die Bewilligung und den erforderlichen Dispens zur Verehelichung mit seiner Nichte Julie Luise Kochat. Die Verkündung dieser Ehe fand statt in Genf und in Orbe, als dem letzten Wohnorte der Braut, worauf am 3. Januar 1863 durch den Zivilstandsbeamten der Stadt Genf diese Ehe vollzogen und der am 26. April 1861 geborne Knabe legitimirt wurde.

3. Diese neuen Eheleute zogen jedoch bald wieder nach Chigny, Kantons Waadt zurück, wo ihnen am 18. April 1865 noch ein Mädchen geboren und unter dem Namen Charlotte Julie Dorine Rosset von Genf einregistriert wurde.

4. Im Dezember 1865 stellte nun Rekurrent das Begehren um Berichtigung des Zivilstandsregisters in der Weise, daß der im April 1861 geborne Knabe als sein ehelicher Sohn eingetragen werde.

Der Gemeinderath von Chigny widersetzte sich dieser Aenderung und erhob umgekehrt im April 1866 eine Klage gegen den Rekurrenten, dessen Frau und Kinder, dahin gehend, daß die am 3. Januar 1863 zu Genf vollzogene Ehe der erstern als ungültig zu erklären und daß der Geburtsakt des am 18. April 1865 gebornen Mädchens durch die Bezeichnung eines unehelichen zu berichtigen sei.

Die Beklagten erhoben die Einrede der Inkompetenz der waadtländischen Gerichte, indem über die Gültigkeit der fraglichen Ehe nur die Gerichte des Kantons Genf-urtheilen können.

Das Zivilgericht des Bezirkes Morges verwarf jedoch die Kompetenzeinrede.

Gegen dieses Urtheil rekurirten Herr Marc Franz Christian Rosset und dessen Frau, sowie Herr Notar Hugonnet als Vormund ad hoc des Franz Samuel Rochat und der Charlotte Julie Dorine Rosset an das Kantonsgericht des Kantons Waadt; allein dieser Gerichtshof, mit Urtheil vom 20. Februar 1867, verwarf den Rekurs und bestätigte das erstinstanzliche Urtheil.

5. Dieses Urtheil stützt sich auf folgende Erwägungen:

«Considérant, sur ces divers moyens de recours, que bien que le jugement du Tribunal civil n'admette pas que, dans le cas actuel, la naturalité genevoise obtenue par M. F. Ch. Rosset ait pu être conférée, ou transmise de plein droit à Julie Louise Rochat et aux enfants de celle-ci, par l'effet du mariage du 3 Janvier 1863, toutefois, il ne méconnaît point les effets de la naturalisation en ce qui concerne Rosset lui-même et les effets qu'elle pourrait avoir pour ladite Rochat et ses enfants, selon l'issue de la question de validité du mariage.

«Considérant que lors de la célébration de ce mariage, la fille Rochat était ressortissante vaudoise; — qu'elle devait suivre la condition civile de l'homme à qui elle s'unissait, pourvu, néanmoins, que le mariage ne soit pas sans valeur et que, plus spécialement, elle ait pu, en sa qualité de Vaudoise, contracter un mariage valable avec son oncle.

«Considérant, que la loi vaudoise (code civil, art. 77) voulant assurer la reconnaissance, dans le Canton, de tout mariage contracté

« en pays étrangers, déclare valable ce mariage, pourvu que les époux vaudois n'aient pas contrevenu aux dispositions prohibitives contenues aux articles 60 à 72 du code civil;

« Considérant, que ces dispositions sont, pour la plupart, d'ordre public et accompagnent le Vaudois même en d'autres pays; — que la législation qui les institue a et doit avoir puissance pour les faire respecter par ses ressortissants dans l'étendue de la souveraineté cantonale;

« Qu'ainsi, il est en son pouvoir de faire vérifier si le mariage d'un Vaudois, même hors du Canton, a été contracté en violation de l'un de ces dispositions;

« Considérant que la Commune de Chigny poursuit la nullité du mariage de M. F. Ch. Rosset et de Julie Louise Rochat comme ayant été fait, par celle-ci, en violation de l'art. 70 du Code civil qui prohibe le mariage de l'oncle avec la nièce;

« Considérant que, si par sa naturalisation antérieure au mariage, Rosset échappe à l'application de la loi vaudoise, quant à son état civil, il ne saurait en être de même de Julie Louise Rochat;

« Considérant que quelle que soit la valeur légale du mariage dont il s'agit, la naturalité vaudoise de la fille Rochat lui est demeurée attachée, tout au moins jusqu'au moment où l'officier de l'état civil, devant lequel elle s'est présentée pour la célébration, l'a déclarée unie à M. F. Ch. Rosset; — que depuis lors seulement, et au cas de validité du mariage, elle aurait été revêtue de la naturalité de son mari;

« Que tout ce qu'elle a fait et tout ce qui a été accompli à son égard avant ce moment, l'a été de la part, ou vis-à-vis d'une ressortissante vaudoise;

« Considérant que l'on alléguerait vainement que le mariage genevois a effacé les actes qui l'ont préparé et a un effet rétroactif sur l'état civil de la fille Rochat, en sorte qu'elle devrait être envisagée actuellement comme si elle n'avait jamais été justiciable de la loi vaudoise;

« Qu'il est, au contraire, incontestable que le mariage n'a été célébré qu'ensuite d'actes qui affirment la qualité originaire de cette fille, jusqu'à la célébration;

« Que d'autre part, l'autorité genevoise aurait été impuissante pour lui accorder la permission de contracter un mariage prohibé par nos lois, puisque la loi genevoise ne pourrait prévaloir sur la loi vaudoise dans ce cas;

« Que l'eût-elle accordée cette permission, ayant pour objet une personne dont l'état civil ou le statut personnel est réglé par une

„autre loi que la loi genevoise, ne saurait faire envisager la fille Ro-
chat comme valablement déliée des obligations que la loi vaudoise
impose à ses ressortissants sous le rapport dont il s'agit;

„Considérant que les actes antérieurs au mariage du Vaudois,
comme le mariage lui-même, s'ils sont en opposition à une prohibi-
tion de la loi du Canton, ne peuvent être soustraits à l'application
de cette loi;

„Qu'il ne s'agit point de l'examen des formalités de l'acte de
mariage, lesquelles sont réglées par la loi du lieu de la célébration,
tandis qu'il n'en est pas de même des dispositions relatives à l'état
civil des contractants;

„Considérant que la loi sur l'état et la capacité du Vaudois le
suivent à l'étranger (code civil, art. 2); — que les dispositions pro-
hibitives du mariage fixent une limite à cette capacité;

„Que l'autorité judiciaire compétente pour appliquer la loi est la
seule qui ait pouvoir de statuer sur la question de violation de
cette loi;

„Considérant, dès lors, que le mariage d'une vaudoise à l'étran-
ger, même avec un ressortissant étranger, relève, quant à elle, des
tribunaux vaudois;

„Considérant, en ce qui concerne les actes et décisions du Gou-
vernement vaudois relatifs au mariage dont il s'agit, que si cette
autorité a fait sortir quelques effets de la naturalisation de M. F. Ch.
Rosset, tels que l'obligation pour celui-ci de renoncer à des fonctions
communales qu'il remplissait et de se pourvoir d'un permis d'éta-
blissement, ces mesures n'ont été que la conséquence directe d'une
naturalisation non contestée;

„Que la permission de transcrire l'acte de mariage dans les ré-
gistres de l'état civil et de faire telle rectification et telle transcription
d'actes de naissance des enfants, a été donnée par voie administra-
tive et n'a pu avoir l'effet de préjuger la question au fond d'enlever,
à qui de droit, la faculté de critiquer ces transcriptions;

„Considérant que les articles 2, 13 et 15 du Code civil cités dans
le recours comme fausement appliqués, ne sont pas rappelés dans
le jugement; — qu'au surplus l'art. 2 vient à l'appui de ce qui
précède quant à l'obligation de la fille Rochat de respecter la loi du
Canton sur l'état et la capacité des personnes; — que l'art. 13, en
statuant que la femme vaudoise suivra la condition de son mari, a
par là même reconnu que le changement de condition de la femme a
lieu dès le mariage seulement;

„Considérant, enfin, que les concordats de 1820 et de 1842 ont
eu pour but de simplifier les formalités préalables aux mariages entre
Suisse de Cantons différents, mais n'ont pas entendu supprimer les
dispositions d'état civil érigées par les lois cantonales; qu'ils ont dès

„terminé diverses conditions à observer pour la régularité de ces mariages, sans avoir toutefois statué des nullités pour leur inobservation ;

„Qu'en fixant comme pénalité l'obligation pour le Canton qui a violé le concordat de pourvoir à l'existence des époux mariés irrégulièrement, ces actes n'ont pas empêché la poursuite en nullité des mariages contractés contre le droit civil des Cantons des époux ;

„Qu'enfin, ces concordats n'ont rien statué sur le for même de l'action en nullité.”

6. Mit Eingabe an den Bundesrath, d. d. Chigny den 8. Juli 1867, beschwerten sich Herr Koffet und dessen Frau, sowie Herr Notar Hugonnet-Storcy als Vormund der Kinder, über das Urtheil des Kantonsgerichtes, und begründeten diese Beschwerde im Wesentlichen wie folgt:

Auß Anlaß der Geburt des zweiten Kindes im April 1865 sei der Staatsrath des Kantons Waadt mit der Frage beauftragt worden, ob die heimathrechtlichen Verhältnisse des Herrn Koffet in Ordnung seien und ob die Kinder als eheliche eingeschrieben werden sollen. Der Staatsrath habe hierauf am 11. Juli und 6. September 1865 entschieden, Herr Koffet müsse eine Niederlassungsbewilligung für sich und seine Familie sich verschaffen und die Funktionen als Gemeindebeamter im Kanton Waadt aufgeben, dagegen sei die Ehe im Zivilstandsregister nachzutragen und die Kinder seien als eheliche Genfer Kinder einzuschreiben. Herr Koffet habe sich beeilt, diesen Beschlüssen vollständig nachzukommen. Um so mehr sei er durch das Begehren des Gemeinderathes von Chigny überrascht worden, wonach seine Ehe als nichtig erklärt werden sollte.

Das Urtheil des Kantonsgerichtes von Waadt, womit es sich kompetent erkläre, über diese Frage zu urtheilen, widerspreche den Artikeln 41, 48 und 53 der Bundesverfassung.

Die Naturalisation des Herrn Koffet in Genf könne nicht angefochten werden, und da nun der Art. 15 des waadtländischen Zivilgesetzes bestimme: „Une femme vaudoise qui épousera un étranger suivra la qualité de son mari”, so sei die Julie Louise Kochat durch die fragliche Ehe Bürgerin von Genf geworden und aus jedem Verbande mit dem Kanton Waadt ausgetreten, zumal die unterlassene Verkündung am Heimathsorte auch nach der Ansicht des Kantonsgerichtes nicht die Ungültigkeit der Ehe zur Folge haben könne. Die jetzige Ehefrau Koffet sei zur Zeit der Eingehung der Ehe majorenn und durchaus frei gewesen, über ihre Person zu verfügen. Es sei nicht nöthig gewesen, daß sie vor der Ehe in Genf sich habe naturalisiren lassen; sie sei durch den Akt der Ehe selbst sofort Bürgerin dieser Stadt geworden. Es handle sich also lediglich um die Ehe eines Genfers, die materiell nach den Gesetzen von Genf als Heimathsort und formell ebenfalls nach den Gesetzen von Genf als Domizil beurtheilt werden müsse.

Der Kanton Waadt habe hiebei weder etwas zu prüfen, noch etwas zu genehmigen.

Wenn man aber dennoch nach der Gültigkeit der questl. Ehe fragen wolle, so seien es nicht die Gerichte des Kantons Waadt, welche darüber urtheilen können, denn gemäß Art. 2 des Zivilgesetzbuches des Kantons Waadt und nach Art. 3 des Zivilgesetzbuches des Kantons Genf seien Statusfragen und solche über den bürgerlichen Stand und die persönliche Rechtsfähigkeit nach den Gesetzen der Heimath zu beurtheilen.

Auch im Sinne von Art. 53 der Bundesverfassung sei für solche Fragen der natürliche Richter, dem Niemand entzogen werden dürfe, derjenige der Heimath. Nun sei aber Herr Rossiet nur in Genf heimathberechtigt und er habe die Nationalität im Kanton Waadt nicht mehr aufgefrischt, indem er die im Art. 14 des Code civil vaudois vorgeschriebene Frist von sechs Monaten ohne einen solchen Schritt habe ablaufen lassen.

Die Rekurrenten stellen daher das Gesuch, daß das Urtheil des waadtländischen Kantonsgerichts aufgehoben werden möchte.

7. Der Staatsrath des Kantons Waadt berichtete im Schreiben vom 18. Oktober 1867, daß das Kantonsgericht lediglich auf die in seinem Urtheile entwickelten Gesichtspunkte verweise und daß er seinerseits dem Rajonnement des Herrn Advokaten Gaulis Namens der Gemeinde Chigny sich anschließe.

In dem diesfälligen Memoire d. d. 26. September 1867 stellte Herr Gaulis den Antrag auf Abweisung des vorliegenden Rekurses, und begründete diesen Antrag wie folgt:

Bei den Gerichtsverhandlungen sei konstatirt worden, daß Herr Rossiet in den Jahren 1861 und 1862 fortwährend in Chigny gewohnt und sein Landgut daselbst stets verwaltet, aber dennoch insgeheim ein Domizil in Genf genommen habe, wodurch es ihm möglich geworden sei, daselbst sich naturalisiren zu lassen. Für die hierauf betriebene Verheirathung habe die Verkündung weder in Chigny noch in Vullens-le Château, in welcher Pfarrei die Eheleute gewohnt haben, stattgefunden, und eben so wenig in Groy, Pfarrei von Romainmotier, dem Heimathsorte der Frau. Nur durch solche manoeuvres sei es Hrn. Rossiet möglich geworden, in Genf sich naturalisiren zu lassen und seine Rechte zu heirathen. Er habe so sehr die Gesetze und Behörden des Kantons Waadt mißachtet, daß er sogar nachher versucht habe, von dem Rechte Gebrauch zu machen, das im Art. 14 des Zivilgesetzes einem in der Fremde naturalisirten Waadtländer eingeräumt sei, und welches darin bestehe, innerhalb sechs Monaten von seiner Rückkehr an, das waadtländische Bürgerrecht wieder anzunehmen. Dieses Recht sei ihm aber im Jahr 1865 verweigert worden, da er schon im Jahr 1862 zurückgekehrt, jener Termin also längstens verfloßen gewesen sei.

In materieller Beziehung wurde ferner in der Antwort der Gemeinde Ghigny der Satz aufgestellt und ausführlich vertheidigt, daß allerdings in der Regel die Behörden der Heimath des Mannes kompetent seien, um die Gültigkeit einer Ehe zu diskutieren; allein wenn Gesetze, welche eine Ehe verbieten, verletzt worden seien, so seien die Behörden der Heimath der Frau kompetent, eine solche Ehe bei sich als ungültig zu erklären. Ueber die Form entscheiden die Gesetze der Heimath des Mannes; allein wenn es sich um verbotene Ehen handle: wegen mangelnder Einwilligung der Eltern, wegen Verwandtschaft oder wegen Mangels des erlaubten Alters, dann habe der Staat, wo die Ehefrau Bürgerin sei, das Recht und die Pflicht, seinem Gesetze Achtung zu verschaffen. Dieses Recht müsse hier um so mehr anerkannt werden, als das Bürgerrecht im Kanton Waadt unverjährbar sei. Der gleiche Art. 14 des Zivilgesetzbuches gebe den Nachkommen eines in der Fremde naturalisirten Waadtländers die Befugniß, nach eingetretener Majorannität das waadtländische Bürgerrecht zu reklamiren. Die nach Art. 70 verbotene und ungültige Ehe zwischen Onkel und Nichte könnte also in dieser Weise doch die gleichen Wirkungen haben wie eine gültige. Daraus gerade ergebe sich, daß auch die Konkordate vom 4. Juli 1820 und 15. Juli 1842 verletzt seien. Allerdings ziehe eine Verletzung der Konkordate nicht nothwendig die Nichtigkeit nach sich; aber der verletzte Staat sei frei, nach seiner Souveränität zu handeln und die Folgen der Unregelmäßigkeit auf den schuldigen Staat zurückzuweisen. Im vorliegenden Falle sei der Mangel der Art, daß er die Nullität der Ehe zur Folge haben könne; dieses zu prüfen, seien also die Behörden des Kantons Waadt jedenfalls kompetent.

In E r w ä g u n g :

1) Das Klagbegehren der Gemeinde Ghigny geht dahin, es sei die von dem Beschwerdeführer am 3. Januar 1863 in Genf abgeschlossene Ehe als ungültig zu erklären und es sei die Beurkundung der Geburt des am 18. April 1865 gebornen Kindes in der Weise zu berichtigen, daß diese Tochter als außereheliches Kind der Julie Louise Kochat eingeschrieben werde.

2) Die Thatfache, daß der Beschwerdeführer Bürger von Genf ist, und daß er als solcher im Kanton Genf eine Ehe abgeschlossen hat, wird nicht nur von den Behörden des Kantons Genf, sondern auch von den Gerichten und von dem Staatsrathe des Kantons Waadt anerkannt, welsch' letzterer die Einschreibung der Ehe in das waadtländische Zivilstandsregister angeordnet hat.

3) Diese Ehe muß daher mit den für die Frau und die Kinder daraus hervorgehenden Folgen so lange als zu Recht bestehend anerkannt werden, bis sie durch Verfügung der kompetenten Behörde als aufgehoben oder ungültig erklärt ist, welche Anschauung nothwendig auch dem Verfahren der klagenden Gemeinde zu Grunde liegt.

4) Die Frage nun, welches Gericht über die Ungültigkeit der Ehe zu entscheiden habe, ist von den Bundesbehörden einzig zu erörtern, und zwar ohne alle Rücksicht auf die Gründe, welche für die Beurtheilung der Hauptsache geltend gemacht werden können; aus diesem Grunde kommen daher auch die Konkordate vom 4. Juli 1820 und 15. Juli 1842 zur Zeit nicht in Betracht, weil dieselben keinerlei Bestimmungen über den Gerichtsstand enthalten.

5) Für die Entscheidung des vorliegenden Kompetenzstreites kommt vielmehr einzig die Erwägung in Betracht, daß die vorliegende Klage die absolute Ungültigkeitserklärung eines zugleich privaten und staatlichen Rechtsverhältnisses bezweckt, welches der Kanton Genf kraft seiner souveränen Befugniß durch seine Behörden geschaffen hat und das Personen betrifft, die bis zur eventuellen Ungültigkeitserklärung als seine ausschließlichen Angehörigen betrachtet werden müssen, und auch als solche allseitig anerkannt werden.

6) Die Souveränität des Kantons Genf, welche unter dem Schutze des Bundes steht, würde aber beeinträchtigt, wenn den Gerichten eines andern Kantons das Recht zustünde, Verhältnisse der bezeichneten Art in den Bereich ihrer Entscheidung zu ziehen, und es muß aus diesem Grunde die Beschwerde des Rekurrenten und die Berufung auf sein Genfer Bürgerrecht als begründet erklärt werden.

7) Hiemit übereinstimmend ist es von jeher als allgemeines Recht anerkannt worden, daß alle Fragen, welche sich auf den Status einer Person beziehen, also auch die über die Gültigkeit einer von ihr abgeschlossenen Ehe, nach den Gesetzen und vor den kompetenten Behörden ihrer Heimath zu erörtern seien;

b e s c h l o s s e n :

1. Es sei der Rekurs als begründet erklärt und das Urtheil des Kantonsgerichtes des Kantons Waadt vom 20. Februar 1867 aufgehoben.

2. Sei dieser Beschluß dem Staatsrathe des Kantons Waadt zuhanden der dortigen Gerichte und des Herrn Advokat Gaulis als Anwalt der rekursbeklagten Gemeinde Chigny, sowie den Rekurrenten unter Aufsendung der Akten mitzutheilen.

Also beschloffen, Bern, den 4. November 1867.

Im Namen des Schweiz. Bundesrathes,
Der Bundespräsident:

C. Fornerod.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft:
Schüeß.

**Bundesrathsbeschluss in Aachen des Rekurses des Hrn. Marc François Christian Roffet,
von Chigny, betreffend Gerichtsstand in Ehesachen. (Vom 4. November 1867.)**

In	Bundesblatt
Dans	Feuille fédérale
In	Foglio federale
Jahr	1869
Année	
Anno	
Band	2
Volume	
Volume	
Heft	27
Cahier	
Numero	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'affaire	
Numero dell'oggetto	
Datum	10.07.1869
Date	
Data	
Seite	383-390
Page	
Pagina	
Ref. No	10 006 185

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les. Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.